

Kuklux-Klan se sont rendus coupables, le Comité a constaté que dans le seul comté de Lincoln, jusqu'au 27 octobre 1870, il y a eu vingt et un cas de violence, consistant dans l'infliction du supplice du fouet ou dans des coups de feu tirés sur des citoyens. Dans le comté d'Alamance, on a constaté trente-huit cas, dont deux meurtres et une mutilation. Dans le comté de Greene, les Kuklux décrétèrent la mort du shérif Colgrave, parce que ce fonctionnaire avait arrêté un des leurs, et ils le mirent à mort en avril 1869; puis ils délivrèrent publiquement de prison deux de leurs associés qui avaient été arrêtés par le shérif. Le Comité a entendu des témoignages qui attribuent d'une manière certaine aux Kuklux un grand nombre de crimes dans plusieurs autres comtés. Il a été commis en outre des meurtres et d'autres violences par des bandes d'hommes masqués et déguisés, qui n'ont pu être reconnus par personne. Le gouvernement américain a résolu de combattre les Kuklux.

Nous avons oublié de parler des débuts de M. Barthe dans la Chambre des Communes. Il a prononcé, le 14 mars, un très-bon discours sur la question d'arbitrage, très-bon au point de vue auquel il se plaçait. Sa parole vive et distinguée a fait une bonne impression sur la Chambre. L'espace ne nous permet pas de publier ce discours. Nous l'aurions publié dans le but d'encourager les membres nouveaux qui s'efforcent de faire honneur au Bas-Canada dans la Chambre fédérale.

A propos, nous devons dire que M. Fournier, membre pour Bellechasse, et M. Delorme, membre pour St. Hyacinthe, font honneur à leurs électeurs et à leur parti.

L. O. D.

UNE SCÈNE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

On sait que l'élection de Garibaldi à l'Assemblée nationale fut annulée sur le principe qu'il n'était pas citoyen français. La séance où on s'occupait de cette question fut orageuse. Le fameux Victor Hugo, si grand et si petit, se fit l'avocat de son ami en démagogie, Garibaldi, et prononça le discours suivant :

La France, dit-il, n'a rencontré que la lâcheté de l'Europe. Et la France avait pris en main la cause de l'Europe. Pas une puissance, pas un roi ne s'est levé. Un homme seul est intervenu, et cet homme est une puissance.

Une voix à droite. — Une puissance délétaire. (Agitation). Cet homme, qu'avait-il ? Une idée et une épée. Cette idée avait délivré un peuple : cette épée voulait en délivrer un autre. Garibaldi est le seul des généraux qui ont combattu pour la France et qui n'ait pas été vaincu. (Longue agitation).

Plusieurs voix. — A l'ordre ! à l'ordre ! M. de Chanzy dit quelques paroles qui se perdent dans le bruit.

De vives interpellations se croisent de divers côtés. Les cris à l'ordre redoublent.

M. le président demande qu'on le laisse juge du rappel à l'ordre.

Voix à droite. — On le demande !

M. le président demande à M. Victor Hugo de s'expliquer. M. Victor Hugo. — Il y a trois semaines que vous refusez d'entendre le général Garibaldi. (Nouveau bruit).

Voix nombreuses. — Non ! non ! M. Victor Hugo essaie de dominer le bruit, puis il déclare, au milieu du tumulte, donner sa démission.

Un membre, à droite. — Avant de juger si le général Garibaldi est ou non éligible, il faudrait qu'une enquête eût lieu sur les faits qui ont amené les désastres dans l'Est. Nous produirons des télégrammes de M. Gambetta reprochant au général Bourbaki de ne pas avancer, quand son inaction dépendait peut-être de celle d'un autre. Il faudrait savoir si le général Garibaldi, plutôt que de combattre pour la France, n'est pas venu défendre la République universelle. (Nouvelle agitation).

M. le président demande à M. Victor Hugo s'il maintient la lettre de démission qu'il vient de déposer.

M. Victor Hugo. — Oui, j'y persiste.

M. le président l'invite encore à se recueillir.

M. Victor Hugo déclare encore persister à donner sa démission.

M. le président demande à l'Assemblée de ne pas lui donner connaissance de la lettre de M. Victor Hugo avant demain.

La violence des passions se manifeste dans toutes les parties de l'Assemblée, dit M. le président, et il serait utile que la passion disparût d'une Assemblée délibérante.

Après que le calme s'est rétabli, un membre du 15^e bureau déclare qu'au nom du droit, le général Garibaldi n'est pas citoyen français et que, par cela même, il n'est pas éligible.

M. Lockroy s'écrit au milieu de l'agitation qui se renouvelle : M. le général Ducrot nous avait promis de revenir mort ou victorieux. (Vives réclamations à droite).

M. le président. — Vous vous écarter de la question, ou plutôt vous n'y entez pas. Vous n'avez pas la parole.

M. le général Ducrot. — Je suis resté deux mois aux avant-postes sous les murs de Paris. Je laisserai d'ailleurs à ceux que j'ai eu l'honneur de commander le soin de me défendre.

Le général Leflo, en qualité de ministre de la guerre à Paris, rend pleine justice à la bravoure du général Ducrot. Du reste, ceux qui se battaient ont été souvent insultés par des gens qui ne se battaient pas. (Bravos prolongés). Il faut dire à l'honneur de cette brave garde nationale de Paris qu'elle aussi a été insultée par ceux qui ne se battaient pas. (Applaudissements à droite. Bruit à gauche). Je parle de ceux qui insultent et non de ceux qui se sont battus. Ceux qui se battent n'insultent pas. (Bravo ! bravo !) Je crois avoir satisfait aux sentiments de l'Assemblée, dit le général Leflo, je n'ajoute rien. (Approbation).

M. Langlois voudrait qu'il y eût union entre tous les citoyens sur le terrain de la patrie et de la République. Et, c'est triste à dire, c'est cette union qui manque le plus. Je ne m'occupe pas de savoir qui a été vainqueur, qui a été vaincu ; mais il serait digne de l'Assemblée de valider l'élection d'un homme qui a combattu pour la France jusqu'au bout, du général Garibaldi. (Non ! non !) Il y a dans cette enceinte beaucoup de députés catholiques ; eh bien ! pour des catholiques, pour des chrétiens, il n'y a pas seulement le baptême de l'Eglise, il y a le baptême du sang ; c'est ce baptême qui a fait Français, Garibaldi. (Très-bien ! très-bien ! à gauche.)

M. le président. — Les conclusions des membres du bureau sont l'annulation de l'élection du général Garibaldi. (Non ! non !)

AUTRE SCÈNE.

L'Assemblée nationale venait de se réunir ; il s'agissait de la révision des élections. A ce moment, Garibaldi, qui se trouvait placé à droite, à côté de M. Esquiros, ôte le chapeau de feutre gris dont il était couvert, se lève et demande la parole.

La curiosité est au comble dans la salle. L'étonnement et l'embarras se manifestent dans la Chambre, dont tous les membres sont debout. — La séance est levée, disent les uns. Vous avez refusé le mandat de député, disent les autres. Vous ne pouvez prendre la parole.

M. Esquiros s'écrit d'une voix indignée : — Une assemblée française ne peut refuser la parole à Garibaldi. Votre devoir est de l'écouter.

Parlez, Garibaldi ! s'écrient quelques voix des tribunes. Un jeune délégué au comité de Marseille, qui a souvent pris la parole dans les réunions publiques et qui est placé à l'une des premières loges du centre, interpelle l'assemblée d'une voix tonnante, accompagnée de gestes d'indignation :

— Assemblée du démembrement national ! Assemblée rurale ! Vous étouffez la voix des patriotes ! C'est une infamie.

Dans les tribunes supérieures, de nombreux spectateurs, parmi lesquels des gardes nationaux, crient à tue-tête : « Vive Garibaldi ! »

La confusion est au comble. Les députés debout, et tournés vers les interrupteurs, les somment de se taire et de respecter l'Assemblée.

Le jeune tribun de Marseille, posté aux premières loges, continue à gesticuler, et à apostropher les députés avec une véhémence croissante.

— Oui, dit-il, vous êtes l'Assemblée rurale, les représentants du démembrement de la France, vous tremblez devant cette voix généreuse.

— Vive Garibaldi, crient les deux cents voix du centre.

— Silence aux perturbateurs ! répondent les députés exaspérés. Qu'on fasse évacuer la tribune par la force.

Le président rentre dans la salle. Il se couvre, et, debout, il prononce avec force ces mots :

— Huissier, faites évacuer la salle.

Le général Le Flô a quitté son banc dès ce commencement de tumulte. Il a fait venir le commandant du bataillon de la garde nationale et lui a donné l'ordre de faire évacuer la salle.

Des gardes nationaux se présentent aux portes de chaque tribune, qui commencent à se vider d'elles-mêmes.

Tout le monde sort, mais la foule des spectateurs favorables à Garibaldi s'arrête dans le vestibule et sur le grand escalier (qui est aussi vaste que l'escalier du Grand-Opéra), où se trouvent un certain nombre d'officiers garibaldiens.

Bientôt Garibaldi paraît vêtu d'un manteau gris, coiffé d'un chapeau de feutre gris, appuyé sur le bras de deux de ses aides de camp, des cris formidables éclatent : Vive Garibaldi ! Vive Garibaldi ! Les chapeaux et les képis s'agitent. Personne n'ose rester couvert sur le passage du chef des volontaires.

Les députés qui sortent à la suite de Garibaldi sont fort troublés. Des querelles violentes s'engagent sur l'escalier entre ceux qui prennent part à la manifestation et ceux qui élèvent la voix pour la blâmer.

Garibaldi descend lentement les marches de l'escalier, souriant doucement à ceux qui l'acclament.

Au dehors une nouvelle ovation l'attendait. Dès que Garibaldi paraît sur le péristyle, les cris de « Vive Garibaldi ! » retentissent sur la place du Grand-Théâtre. Les gardes nationaux qui sont de faction à l'extérieur de la salle, mêlent leurs vivats à ceux de la foule.

Garibaldi monte péniblement dans une voiture qui l'attendait au pied du perron. Les groupes se pressent autour de la voiture. Le général leur adresse quelques paroles qui n'arrivent pas jusqu'à son oreille.

Quand la voiture s'est éloignée, le général Le Flô adresse des reproches et des recommandations aux officiers de la garde nationale chargée de la garde de l'Assemblée.

Une demi-heure après cette émotion est calmée.

Quelques faits donneront une idée des sentiments de vengeance et de haine que les Prussiens ont laissés derrière eux. Ceci s'est passé le jour de l'évacuation de Paris par les Allemands.

A neuf heures du matin, une femme du monde interlope, fort bien mise et accompagnée d'un jeune homme, venait de saluer le prince de Saxe-Cobourg, qu'elle connaissait particulièrement, disait-elle, la foule la désigna aussitôt à l'indignation publique, et huée, bouculée, elle ne put se sauver qu'en se réfugiant dans la boutique d'un brosseur, place Beauveau, d'où elle sortit protégée par des citoyens et un capitaine de la ligne, pour aller prouver son identité au poste du ministère de l'intérieur.

Deux malheureuses filles perdues causaient au milieu d'un cercle d'officiers prussiens. Tout à coup, des gamins et des gens en blouses blanches se sont mis à crier : A Peau les Prussiennes ! et se sont rués sur elles. Une agitation s'est produite alors parmi les soldats allemands, qui ont couru vers leurs armes, placées en faisceaux au milieu de l'allée. Les officiers se sont retirés, et ces deux malheureuses, isolées, sont tombées entre les mains de cette foule insensée, qui a failli les étouffer. Ce n'est que grâce à l'énergie et au courage de quelques honnêtes bourgeois, qu'on a pu les arracher à la fureur de la foule, en les faisant enfermer dans l'établissement d'un café-concert, où elles ont été mises en sûreté.

Une scène d'un autre genre s'est passée rue de Rivoli :

Vers trois heures, un détachement de uhlands étant venu faire une ronde jusqu'au commencement de la rue, près des sentinelles françaises placées en cet endroit, un individu d'une quarantaine d'années environ leva son chapeau en l'air, appela les cavaliers, leur offrit des cigares, et, quand ils repartirent, cet homme agita son chapeau avec ivresse et se mit à crier : Vive la Prusse !

Aussitôt la foule se rua sur ce misérable et voulut l'écraser sous ses pieds. Deux vigoureux marins s'emparèrent de cet homme, réussirent à l'arracher des mains de la multitude indignée et l'entraînèrent, presque mort, au poste de la place Vendôme.

Depuis le 3 mars, des écriteaux en tôle vernie, sur lesquels on lit : ROUTE DE LA REVANCHE, ont été appliquées en différents endroits de la rue qui porte la dénomination de rue d'Allemagne (rue qui va du canal à la porte de Pantin).

Ce sont des gardes nationaux qui ont opéré cette substitution dans la dénomination donnée à la voie qui conduit en Allemagne, et par laquelle nos armées victorieuses rentrèrent dans Paris après la campagne de Prusse et de Pologne, en 1806 et 1807.

L'HOTEL DE NIORRES.

Suite.

— Qui les a forcés à contracter leur situation dans le monde et à la cour ? répondit vivement le comte. D'ailleurs, qui n'a pas de dettes ?

— Cependant, monsieur le comte, eux seuls avaient intérêt à commettre ces crimes ! M. Lenoir affirmait à Sa Majesté qu'il avait entre les mains les preuves écrites que ces deux gentilshommes avaient engagé l'avenir relativement au futur héritage de leurs futures femmes pour solder une partie de leurs dettes, et pour que Mmes de Niorres pussent hésiter de leur oncle il fallait bien que la ligne directe fût entièrement supprimée, ce qui a eu lieu cette nuit.

— C'est possible, dit le comte avec impatience ; mais j'espère encore que la justice éclairera cette affaire, car je le répète, je m'intéresse vivement, pour ma part, à ces deux pauvres jeunes gens....

— Mais, interrompit la marquise, vous ne m'avez pas dit, comte, comment vous étiez sorti de cette fournaise ?

— Les secours habilement dirigés, répondit M. de Sommes, étaient parvenus à lutter avec avantage contre l'incendie, tandis que nous explorions une partie des bâtiments à la recherche du conseiller.

A peine un chemin jusqu'à nous fut-il jugé praticable que des soldats du guet, des agents de M. Lenoir, d'intrépides travailleurs s'étaient précipités à notre secours.

On nous croyait perdus.... Quand on nous trouva, nous étions encore dans l'appartement de Mme de Versac....

— Et MM. d'Herbois et de Renneville se sont laissés arrêter sans résistance ?

— Ils n'ont pas prononcé une parole.

— Et on les a conduits ?....

— A la Bastille, je suppose.

— Et M. de Niorres et sa belle-sœur, et ses nièces ? demanda la marquise, dont la curiosité paraissait avoir fini par s'éveiller.

— Ma foi, répondit le comte, je n'ai aucune nouvelle à vous donner d'eux. Camparini, Lauzun et moi étions exténués, à moitié rôtis, et comme il n'y avait plus personne de vivant dans l'hôtel à retirer des flammes, nous nous empressâmes de nous dérober aux félicitations, aux éloges, à l'enthousiasme même que chacun croyait devoir nous témoigner, et nous évitâmes prudemment les dangers d'une ovation populaire.

— Eh bien mais ! et celui que votre marquis italien a blessé ou tué avec ses pistolets ? qu'est-ce qu'il est devenu, celui-là ?

— Tiens ! s'écria le comte en se frappant le front ; vous m'y faites songer, marquise ! J'avais tout à fait oublié ce malheureux-là.... Ma foi ! je ne sais ni qui il est, ni où il est, s'il vit encore ou si Camparini l'a tué.

— M. Lenoir n'en a pas parlé, dit Léonard, que la marquise interrogeait du regard ; il n'a pas dit un mot de cet homme.

— Eh bien ! belle marquise, dit le comte, en saisissant dans les siennes une main blanche et fine qu'il porta galamment à ses lèvres, vous ne direz pas que votre matinée n'a pas eu sa série d'émotions ! Je suis sûr que Léonard en est au moins à sa dixième édition depuis que M. Lenoir lui a communiqué le sujet de la première ?

— Je suis venu de Versailles chez Mme la marquise, répondit Léonard en essayant ses doigts blancs de poudre à une fine serviette que lui offrait la camériste.

— A propos, fit Mme d'Horbigny comme si elle se souvenait tout à coup de quelque communication importante à faire, à propos, le marquis Camparini aura perdu son pari ! C'est très-malheureux pour lui, car ce n'est certes pas par sa faute !

C'était la seule réflexion que le récit fait par le comte et par Léonard avait suggérée à l'esprit de la belle marquise.

XXII.—Le marquis.

La coiffure de Mme d'Horbigny était enfin complètement achevée.

Léonard, après avoir donné un dernier coup d'œil à l'ensemble de la tête de la marquise, rabattit délicatement ses manchettes, secoua son jabot, prit son chapeau qu'il avait déposé sur un meuble voisin, salua et sortit.

Armande, la femme de chambre, rangeait sur la toilette de sa maîtresse les mille petits accessoires qu'avait inventés la coquetterie de nos grand'mères, et dont l'usage venait d'être sanctionné par les soins qu'avait pris la marquise d'utiliser toutes ces nombreuses inutilités.

Le comte fit un signe imperceptible à Mme d'Horbigny. Celle-ci, sans bouger de son siège, répondit par un coup d'œil rapide ; puis s'adressant à Armande :

« Mes odeurs, » demanda-t-elle.

La camériste fouilla au milieu des boîtes placées sur la table de toilette, et, ne trouvant pas le coffret qu'elle cherchait, elle s'élança hors la pièce.

« Avez-vous des nouvelles de Saint-Nazaire ? demanda vivement le comte en baissant la voix.

— Non, répondit la marquise sur le même ton. Pas depuis la lettre que je vous ai remise avant-hier matin ; pourquoi cette question ?

— Parce que j'ai reçu, avant-hier dans la journée, une visite importante.

— De quelle part ?

— De la part d'un homme qui pourrait devenir un ennemi fort dangereux.

— Et qui se nomme ?....

Armande, en rentrant dans le boudoir, ne permit pas au comte de répondre.

« Madame, dit la camériste, on envoie de la part de Bernard, le tuteur, madame a-t-elle des ordres à donner ? »

En ce moment un valet de pied apparut sur le seuil de la pièce.

« Une lettre pour monsieur le comte, » dit-il en présentant un billet sur un plateau.

Edouard prit la lettre, la décacheta, et après l'avoir rapidement parcourue :

« Cette personne est là ? demanda-t-il ?

— Oui, monsieur le comte, » répondit le valet.

Edouard se tourna vers la marquise.

« Vous permettez ?... dit-il.

— Vous n'avez pas besoin de permission, comte, » répondit Mme d'Horbigny.

M. de Sommes salua gracieusement et quitta aussitôt le boudoir. Son front était plus pâle et ses lèvres plus pincées encore que de coutume.

« Où est la personne qui vous a remis ce billet ? demanda-t-il au valet de pied en traversant un salon d'attente.

— Dans le grand vestibule ; je ne savais s'il fallait introduire... dit le domestique.